Niveau(x) d'enseignement: 9 Numéro EDUQ : 8570806
Centre d'intérêt: 950

Saucier, Robert.

"Le mariage de la presse écrite et de l'éducation des adultes, une illusion d'optique" / Robert Saucier ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de l'éducation des adultes. -- [Québec] : La Direction, [1982].
12 f. ; 28 cm.

"Communication présentée au Congrès de l'Association canadienne de recherche sociale appliquée, Université d'Ottawa, juin 1982". Notes bibliogr. au bas des f.

Descripteur(s): *Evaluation de l'apprentissage *Evaluation de cours *Mass média *Enseignement à domicile *Journal *Education économique *Education populaire *Education des adultes

Au cours de l'hiver et du printemps 1979, la Direction générale de l'éducation des adultes, en collaboration avec 58 commissions scolaires, publiait pendant 17 semaines un cours d'"Initiation à la vie économique". La diffusion se faisait surtout par l'intermédiaire d'hebdomadaires régionaux. Le tirage total hebdomadaire était d'environ 1500000 exemplaires. À la fin de la période de diffusion, les lecteurs pouvaient passer un examen dans leur commission scolaire et obtenir les crédits rattachés à ce cours de niveau secondaire. Le document présente l'évaluation de l'impact de cette intervention éducative par la presse écrite.

L'auteur a fait parvenir aux diverses commission scolaires concernées par cette opération un questionnaire destiné aux personnes qui se présentaient à l'examen. Au total, 37 commissions scolaires sur 58, soit 64%, ont retourné des questionnaires complétés. D'après les données ainsi recueillies, 245 personnes se sont présentées aux examens, soit 6,6 étudiants en moyenne par commission scolaire.

Le cours ne présente pas de problème dans son aspect formel. On ne peut pas en dire autant pour l'ensemble de cette opération. Une première constatation: très peu de personnes ont suivi ce cours. Une deuxième constatation: ces personnes étaient en forte majorité déjà rejointes par les moyens traditionnels de l'éducation des adultes. Les personnes qui ont profité de ce cours sont des personnes qui ont déjà une scolarité suffisamment élevée pour pouvoir étudier seules, et qui manifestent un intérêt pour l'économie dans d'autres aspects de leur vie. Bref, le bilan général de cette vaste opération est quasi nul: la montagne a accouché d'une souris.

Type de document: r

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
de l'éducation des adultes

EDUQ 8570886

"LE MARIAGE DE LA PRESSE ECRITE ET DE L'EDUCATION DES ADULTES: UNE ILLUSION D'OPTIQUE"

Robert SAUCIER

Communication présentée au Congrès de
l'Association canadienne de recherche sociale appliquée
Université d'Ottawa, juin 1982.

L'objet de la recherche

Au cours de l'hiver et du printemps 1979, la Direction générale de l'Education des adultes du ministère de l'Education du Québec, en collaboration avec cinquante-huit (58) Commissions scolaires, publiait pendant dix-sept (17) semaines un cours d'"Initiation à la vie économique". La diffusion se faisait surtout par des hebdomadaires régionaux, sauf en certains endroits où elle se faisait par des quotidiens ou sous forme de tirés à part. Le tirage total hebdomadaire était d'environ 1 500 000 exemplaires. Les supports publicitaires et pédagogiques étaient assurés par les Commissions scolaires participantes. A la fin de la période de diffusion, les lecteurs pouvaient passer un examen dans leur Commission scolaire et éventuellement obtenir les crédits rattachés à ce cours du niveau secondaire.

La commande

La commande passée au chercheur n'était pas précise. Tout au plus signalait-on qu'on souhaitait avoir une "évaluation de l'impact" de cette intervention éducative par la presse écrite. Le discours entourant toute cette opération manifestait cependant un net parti pris chez ses promoteurs: ce qu'ils valorisaient d'abord et avant tout, c'était non pas les personnes qui viendraient passer un examen à la fin du cours, mais

plutôt celles présumément beaucoup plus nombreuses qui "... peu scolarisées, au fond des rangs, les pieds au coin du feu". liraient le cours sans venir chercher les crédits!. Si on ne disait pas explicitement au chercheur comment faire son évaluation, on lui disait cependant plus ou moins implicitement quel impact était principalement attendu de cette intervention et par conséquent qu'est-ce qu'il fallait aller mesurer.

Facteurs de refus de cette commande

Mon expérience de recherche sur l'utilisation des mass media en éducation des adultes, combinée à une brève revue de la littérature dans le domaine me permettaient d'affirmer tout de go que l'efficacité éducative un peu magique que l'on attribuait ainsi à la presse écrite n'existait pas en réalité. Voici brièvement quelques données que je trouvais fort éloquentes:

. Un Québécois sur trois ignore la presse écrite, quotidienne ou hebdomadaire (1).

. Il y a davantage de non-lecteurs chez les faiblement scolarisés (2).

. On trouve significativement plus de non-lecteurs de quotidiens chez les francophones que chez les anglophones (3).

. En province, l'hebdomadaire régional jouerait le rôle informatif dévolu aux quotidiens dans les grands centres (56 à 82% de lecteurs d'hebdos contre 44 à 67% de lecteurs de quotidiens). (4)

---

(1) Michel Vastel, Antennes, #7, 3e trimestre 1977, p. 6 .
(2) La presse écrite au Québec, Bilan et prospective, Multi-Réso Inc., Ministère des Communications du Québec, septembre 1977, p. 118, p.122 et 138.
(3) Idem, p. 121.
(4) Idem, pp. 123 à 138.

. Lorsqu'on compare les quotidiens francophones et anglophones, on constate que la plus grande surface rédactionnelle est consacrée aux sports professionnels chez les francophones (soit 16% VS 3% chez les anglophones) alors que c'est l'économie qui domine chez les anglophones (soit 16% VS 9% chez les francophones). (5)

Ces données démontraient clairement pour moi que si la presse écrite est un des mass media, il ne faut pas croire pour autant qu'elle rejoint tout le monde. Il faut surtout réaliser, dans le cas qui nous préoccupe, qu'elle rejoint moins les francophones (la clientèle la plus importante quantitativement dans cette intervention) que les anglophones, et qu'elle rejoint moins les peu scolarisés (la clientèle-cible qualitativement) que les plus scolarisés.

Par ailleurs, les promoteurs de cette intervention avaient peut-être raison de parler d'un besoin de connaissances de base en économie (s'ils entendaient par là un manque de connaissances), mais il faut constater, si on admet que la concurrence force la presse écrite à s'ajuster aux intérêts du plus grand nombre, que les francophones (la clientèle scolaire la plus importante numériquement) semblent peu s'intéresser aux questions économiques.

Mes propres recherches sur la Gazette de Multi-Media (un document d'éducation populaire du ministère de l'Education, distribué gratuitement par la poste sur demande, et qui empruntait une forme semblable à celle de la presse écrite) ces

(5) Idem, p. 56-57.

recherches donc m'avaient révélé quelques faits très intéressants sur la portée réelle du pouvoir éducatif de la presse écrite. Lors d'un sondage téléphonique auprès d'un échantillon d'abonnés:

- seulement 69% des abonnés déclaraient avoir lu (en entier ou en partie) un des trois derniers numéros de la Gazette; (6)
- moins de la moitié (45%) de ces lecteurs pouvaient se souvenir d'un article de la Gazette, et dans la grande majorité des cas, il s'agissait plutôt du ... thème central de la Gazette que du sujet d'un article en particulier (7).
- seulement 22% des lecteurs pouvaient préciser un article de la Gazette qui leur aurait appris quelque chose. (8)

Contrairement à ses prétentions à l'éducation populaire des masses défavorisées, la Gazette de Multi-Media comptait donc, à son plus fort moment, non pas 35 000 élèves populaires, comme elle le croyait, mais bien plutôt 35 000 "abandonnés"!

D'autres que moi en étaient venus aux mêmes conclusions quant à la grande faiblesse éducative des mass media en général:

> "Il ne suffit pas que des messages soient émis par les moyens d'information pour que le public perçoive ces messages. Il faut de surcroît que le public y prête attention. Or, de nombreuses recherches ont montré que l'information manque souvent /..

---

(6) Robert Saucier, Diane Pinard, Nicole Stafford, Analyse de l'impact pédagogique de la Gazette de Multi-Media, Multi-Media, Service de recherche et d'évaluation; Montréal, mars 1977, p.11.

(7) Idem, pp. 22-23.

(8) Idem, p. 25.

son but, et qu'une part notable de lecteurs, d'auditeurs et de téléspectateurs n'est nullement informée sur des sujets pourtant abondamment traités dans les journaux, à la radio et à la télévision" (9).

Pour vérifier si c'était la Gazette elle-même ou le contexte de lecture/apprentissage qui était à blâmer pour une si faible rétention d'information, nous avons placé un échantillon de lecteurs dans un contexte d'apprentissage plus traditionnel, c'est-à-dire un temps fixe de lecture d'un numéro de la Gazette, suivi d'un questionnaire-examen portant sur le contenu de cette Gazette. Les lecteurs ont alors obtenu un score moyen d'apprentissage assez satisfaisant, soit 66%.(10) Cela nous amenait à conclure que "(...) la Gazette a un bon impact d'apprentissage lorsqu'elle est lue dans de bonnes conditions d'apprentissage, mais les conditions habituelles dans lesquelles la Gazette est lue ne sont pas de bonnes conditions d'apprentissage". (11)

Ces informations témoignaient donc à mes yeux de l'inutilité de mesurer l'impact de cette intervention ailleurs que chez les personnes qui se présenteraient à l'examen, puisque cet impact périphérique serait à coup sûr très marginal.

Il me semblait de plus qu'on pouvait facilement faire l'hypothèse que "cette intervention, contrairement à ce qui semble être son objectif prioritaire, rejoindra surtout une

---

(9) Roland Cayrol, La presse écrite et audio-visuelle, A.U.F.,coll. Thémis, Paris, 1973, p.510. C'est moi qui souligne. L'auteur poursuit en faisant état de diverses recherches empiriques qui confirment son affirmation.

(10) R. Saucier et all., op.cit. p. 37.

(11) Idem, p. 48.

clientèle "bien scolarisée". C'est en effet toujours le cas lorsqu'on rejette trop globalement le contexte scolaire traditionnel pour finalement, sans s'en rendre compte, mettre en place un système éducatif en apparence "de masse", mais qu'en réalité ne peuvent s'approprier que ceux qui ont déjà acquis une certaine autonomie d'apprentissage par une assez longue fréquentation du système scolaire traditionnel". (12)

La stratégie arrêtée et les résultats obtenus

J'ai donc fait parvenir aux diverses Commissions scolaires concernées par cette opération un questionnaire destiné aux personnes qui se présenteraient à l'examen. Trente-sept (37) Commissions scolaires sur cinquante-huit (58), soit 64%, m'ont retourné des questionnaires complétés.

Soulignons d'abord que, d'après les données ainsi recueillies, 245 personnes se sont présentées aux examens, soit seulement 6.6 étudiants en moyenne par Commission scolaire. Cette moyenne compte d'ailleurs peu d'écarts exceptionnels, 34 des 37 Commissions scolaires enregistrant de 0 à 14 étudiants.

---

(12) Robert Saucier, Recherche sur l'impact de l'opération "Initiation à la vie économique", Direction générale de l'Éducation des adultes, Montréal, octobre 1979.

Par ailleurs, on constate que non seulement peu de personnes ont suivi ce cours, mais qu'en plus il ne s'agit pas de nouveaux clients que le réseau scolaire traditionnel ne rejoindrait pas, mais plutôt d'habitués en grande majorité, puisque 81,7% des candidats à l'examen suivaient d'autres cours pour adultes en 78-79, ou en avaient suivi dans les années antérieures.

De même, on ne peut affirmer que ce cours a attiré une clientèle sous-scolarisée. En réalité, les élèves du cours "Initiation à la vie économique" sont beaucoup plus scolarisés que la population en général . (13).

Tableau 1: Distribution des élèves selon leur scolarité complétée

8 et -	9 - 10	11 - 12	13 et +
4,5%	19,6%	59,8%	16,1%

La scolarité moyenne des étudiants est de 11.5 années, 75,9% d'entre eux ayant 11 années et plus de scolarité, c'est-à-dire un secondaire complété, ou quand il n'est pas déjà complété, qui est très souvent en voie de l'être.

---

(13) A défaut de données compilées pour les 37 Commissions scolaires concernées, je me suis référé aux statistiques relatives à la population de la région métropolitaine (Recensement du Canada, 1971, Population-Population non scolaire, 15 ans et plus. Bulletin # 92-743). On y constate que la proportion de la population n'ayant complété qu'une 8è année ou moins est de 41,3%, soit 9 fois plus qu'ici.

Les femmes sont légèrement sur-représentées puisqu'elles comptent pour 56,8% de la clientèle. Cette répartition selon les sexes est cependant beaucoup plus près de celle qu'on trouve dans la population que de la très forte sur-représentation féminine (89%) qu'on observe habituellement dans les cours d'éducation populaire.(14) Cela nous porte à croire qu'on pourrait préciser le portrait de la clientèle de ce cours en rajoutant au fait qu'elle est la clientèle habituelle de l'école, le fait qu'il s'agit de l'école au sens traditionnel du terme, par opposition à l'école qui diffuse des cours de type "socio-culturel".

Il s'agit par ailleurs d'une clientèle relativement jeune,

Tableau 2: Répartition des élèves par groupes d'âge

18 à 24	25 à 34	35 à 44	45 à 54	55 et +
24,9%	39,6%	21,8%	11,1%	2,7%

dont l'âge moyen se situe à 32,7 ans, et qui est composée sur tout de cols blancs, 26,5%,de ménagères, 18,1%, d'étudiants, 15,8% et d'ouvriers non-spécialisés 11,6% ou semi-spécialisés, 7,9% . La grande majorité (80%) de cette clientèle relativement jeune est donc à l'écart du marché du travail ou encore dans une situation peu favorisée sur le marché du travail, ce qui explique probablement en partie le fait que 57,7% d'entre eux ont suivi des cours pour adultes cette année et qu'un autre 24,0% en ont suivi dans les années antérieures.

---

(14) Source: Rhéault, G., Education permanente, Conseil du statut de la femme, Carrefour 75.

D'autres informations confirment que si cette clientèle se singularise, ce n'est pas par son éloignement de l'école mais plutôt par son contact étroit avec tout l'univers scolaire. C'est ainsi que 14,7% d'entre eux affirment avoir déjà suivi un autre cours d'économie, une proportion fort respectable dans un système scolaire où les cours d'économie ne sont pas obligatoires. C'est ainsi également que 21,9% d'entre eux affirment lire souvent les pages économiques des journaux et des revues, et que 25,3% d'entre eux affirment écouter souvent des émissions d'économie à la radio ou à la télévision; si le public en général comptait de telles proportions de fervents d'économie, on peut croire que les mass média n'hésiteraient pas longtemps à augmenter la surface rédactionnelle et le temps d'antenne qu'ils consacrent à l'économie pour satisfaire à la demande.

Nous avons demandé aux étudiants comment ils avaient appris l'existence de ce cours? Un éventail de 5 réponses proposées recouvrait toutes les possibilités.

Tableau 3: Moyens d'information sur l'existence du cours

	N	%
. en voyant le cours dans un journal	108	46,2
. par la publicité faite par votre Commission scolaire	68	29,1
. quelqu'un vous en a parlé	43	18,4
. en voyant le cours (sous forme d'imprimé) dans un endroit public	10	4,3
. autrement	5	2,1
Total	234	100,0

Il apparaît donc que c'est le cours lui-même qui, d'une façon ou d'une autre, constitue le principal moyen d'information (50,5%) qui a amené les étudiants à suivre le cours et à se présenter à l'examen. Cela met particulièrement en évidence le fait que la presse écrite a bien joué un rôle qui lui est naturel, celui de support publicitaire et d'information.

J'ai vérifié par quelques questions comment les élèves avaient perçu et vécu cette nouvelle situation d'apprentissage.

Les réponses à ces questions manifestaient deux tendances générales:

Le cours est facile à comprendre et il est important de pouvoir rencontrer un professeur. Cependant, les personnes qui ont participé à des rencontres de groupe avec un professeur ou une personne-ressource présentent quelques nuances plus ou moins fortes dans leurs caractéristiques et leurs opinions: ces étudiants sont moins scolarisés et, justement à cause de cela probablement ils sont proportionnellement un peu plus nombreux à avoir trouvé le cours difficile à comprendre, ils attachent beaucoup plus d'importance au fait de pouvoir rencontrer un professeur, et une forte majorité d'entre eux auraient quand même suivi le cours s'il avait été offert dans le cadre d'un enseignement magistral, ce qui n'est pas le cas chez ceux n'ayant pas rencontré un professeur. Ce dernier point manifeste que la caractéristique propre de ce cours, l'enseignement à distance par la presse écrite, est donc beaucoup moins essentielle pour les personnes qui ont rencontré un professeur que pour les autres.

Comme la perception de la situation d'apprentissage semblait varier en fonction de la scolarité antérieure, j'ai exploré davantage cette relation. J'ai donc réparti les étudiants en quartiles et j'ai étudié leurs réponses aux mêmes questions sur la situation d'apprentissage. Il appert que les personnes qui sont les plus éloignées de l'école par leur scolarité antérieure sont aussi celles qui ont le plus besoin de son appui direct dans leur démarche éducative,car elles accordent sensiblement plus d'importance au fait de pouvoir rencontrer un professeur et elles sont proportionnellement plus nombreuses à trouver le cours difficile et à déclarer qu'elles l'auraient suivi de toute façon s'il avait été présenté de façon traditionnelle, c'est-à-dire par un enseignant dans une salle de classe.

Une dernière série de questions avait pour but de connaître l'opinion des élèves sur le cours proprement dit, sur la façon dont il était présenté dans la presse. Il s'est avéré qu qu'aucun aspect de la présentation du cours ne semblait causer un problème notable aux élèves.

CONCLUSION

Le cours ne présente donc pas de problème dans son aspect formel. On ne peut en dire autant pour l'ensemble de cette opération.

Une première constatation: très peu de personnes ont suivi ce cours. Une deuxième constatation: ces personnes étaient en forte majorité déjà rejointes par les moyens traditionnels de l'éducation des adultes. Et si on répétait l'expérience de la même façon, je crois que le nombre d'étudiants chuterait de façon dramatique, car le cours doit avoir fait le plein en une seule fois des personnes qui pouvaient en profiter dans sa façon actuelle, c'est-à-dire des personnes qui ont déjà une scolarité antérieure suffisamment élevée pour pouvoir étudier seules, sans l'aide d'un professeur, sans l'émulation d'un groupe, des personnes qui sont à l'éducation des adultes ou qui l'ont déjà été et donc qui savent faire appel aux ressources offertes par la Commission scolaire si elles en ont besoin, des personnes qui manifestent un intérêt pour l'économie dans d'autres aspects de leur vie,...

Du point de vue de la recherche, je crois qu'on peut tirer profit de cette expérience. L'accumulation de données relativement simples, d'apparence insignifiante au départ, peut à la longue permettre de mettre en échec nombre d'illusions entretenues dans divers milieux au sujet d'un présumé pouvoir éducatif des mass media. Face à une grosse demande de mesure d'impact, chaque chercheur peut réagir en fonction de sa position sociale et de son éthique personnelle; quant à moi, lorsque l'expérience accumulée permet de prévoir que la montagne accouchera d'une souris, je préfère le dire vigoureusement et refuser de mettre en place une deuxième montagne pour aller mesurer les dimensions exactes de la souris.